

des marchés, dont découle la fermeture de nombre d'industries; ce cercle vicieux conduit au chômage que nous avons le devoir d'enrayer mais qui augmente constamment.

Le chômage est un deuxième point sur lequel je veux appuyer, parce qu'il demeure un grave obstacle à l'expansion de notre économie. La statistique nous révèle que dans certains coins du pays,—et je l'admets,—le chômage a connu une légère diminution, tandis que, dans d'autres parties du pays, il a subi une légère augmentation. Aussi, comme je l'ai dit cet après-midi, si nous ajoutons au nombre de chômeurs actuels le nombre de ceux qui ne sont pas enregistrés, n'ayant plus de timbres leur donnant droit aux prestations, je prétends que la situation du chômage est aussi grave que l'an dernier à la même date. Ceci suffit pour dire qu'il incombe au gouvernement de voir à le faire diminuer sensiblement, parce que le Canada ne peut pas continuer de compter 500,000 chômeurs chaque année, comme c'est le cas actuellement. De fait, même si ce nombre était de beaucoup plus bas que le chiffre de 500,000 que nous signalons, le problème ne peut pas continuer d'exister; mais, tout de même, le problème demeure grave, et comme le gouvernement semble impuissant à le régler, le fardeau en retombe sur les municipalités.

Nombre de gens qui ne gagnent pas suffisamment ou qui ne reçoivent plus de prestations, sont obligés de faire appel aux gouvernements municipaux pour leur fournir la nourriture, le vêtement, le logement et le chauffage, ce qui augmente sensiblement le coût de l'administration municipale en ce qui concerne le bien-être public des gens. Donc, le gouvernement devrait se faire un devoir de trouver, s'il en a la compétence, les moyens de guérir ce mal qui persiste et qui, même s'il a été réduit en quelques parties du pays, grandit sensiblement dans d'autres.

Prenons Terre-Neuve, par exemple, où le chômage augmente, Québec où il y a aussi augmentation, et l'Ontario, où il y a une augmentation sensible, même si le chômage a diminué dans certaines régions.

Le ministre du Revenu national nous disait cet après-midi qu'il y a eu augmentation du nombre d'employés, que plus de gens travaillent aujourd'hui qu'à pareille date l'an dernier. Ceci est normal à cause de l'augmentation de la population; mais de fait, ce ne serait pas tout à fait normal s'il n'y avait pas d'augmentation. Tout de même, avec 500,000 chômeurs ou plus dans le Canada, même si le nombre de ceux qui travaillent augmente, le problème, pour celui-là qui ne travaille pas et n'a pas de revenu pour faire vivre sa famille, demeure grave.

Quand il y a au delà de 500,000 chômeurs au pays et qu'en plus l'inflation se fait sentir, il est normal que l'ouvrier demande une augmentation de salaire pour suivre la marche des événements; toutefois, l'augmentation des salaires, comme je le disais tout à l'heure, peut être dangereuse. Par ailleurs, si le gouvernement, par ses lois et ses impôts, touche tout le monde sans exception, augmente le coût de la vie, pouvons-nous reprocher à l'ouvrier de demander une augmentation de salaire? Le ministre l'a dit à Toronto: "Il va falloir que les gens se calment dans leurs demandes."

Eh bien, le grand moyen pour que les gens se calment dans leurs demandes d'augmentation de salaire, c'est d'obtenir une réduction du coût de la vie, et ceci est un des devoirs du ministre des Finances. Il en a été avisé depuis qu'il est au pouvoir, il en a été avisé par le parti libéral, par les cégédistes et les chefs ouvriers du pays, par les chefs de l'industrie, par les chefs des banques, par les directeurs des compagnies d'assurance, enfin par tout le monde qui s'intéresse au bien-être du pays. Et qu'a-t-il fait? Rien ou à peu près rien. Et qu'a fait le gouvernement? Oh! on nous dira qu'il a dépensé quelque 15 millions pour aider aux municipalités dans l'exécution de travaux d'hiver. Les gens n'avaient pas eu le temps de se préparer d'avance. On nous dit que cela a aidé 30,000 chômeurs. Mais qu'est-ce que 30,000 chômeurs sur 550,000? Ce n'est tout de même pas une aide énergique. Il nous faudrait un cabinet plus énergique. Voilà des gens qui, à l'heure actuelle, se contentent de voir à sauver leur peau, à sauver leur parti politique de la faillite et de la déchéance dans laquelle ils l'ont placé. C'est pourquoi il y a tant de demandes de la part des unions ouvrières. Au lieu de toujours demander des augmentations de salaire, on devrait dire à ceux qui ont la responsabilité de l'administration: si vous ne voulez pas que les salaires augmentent, c'est à vous de voir à ce qu'il n'y ait pas d'augmentation du coût de la vie. Il faudrait trouver des moyens radicaux pour réduire le coût de la vie. C'est le seul moyen qui nous permettrait d'établir un lien entre le capital et le travail au Canada.

Monsieur le président, il y a un danger pour notre marché extérieur. Je ne blâme pas le monde ouvrier de faire des reproches au gouvernement, car c'est lui qui a créé ce danger. D'ailleurs, le problème qui se pose aujourd'hui est en effet un problème conservateur. Nous avons eu à faire face au même problème avec le gouvernement Bennett qui a imposé des lois semblables, des lois sur les marchés, les mêmes lois sur les tarifs